



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2412

Texte de la question

RELANCE DE LA CROISSANCE ET DE L'ACTIVITÉ

M. le président. La parole est à M. Michel Zumkeller, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Michel Zumkeller. Monsieur le Premier ministre, vous avez présenté ce matin un projet de loi sur la croissance et l'activité, censé « libérer la France de la défiance, de la complexité et du corporatisme ».

Lorsque vous parlez de relance de la croissance et de l'activité, le premier impératif qui nous vient à l'esprit est le retour de la confiance, une confiance qui s'est délitée depuis deux ans au point que ce climat de défiance n'est plus supportable.

Lorsque vous parlez de relance de la croissance et de l'activité, nous pensons au retour, désormais urgent, de la compétitivité, une compétitivité trop souvent bafouée par votre gouvernement et votre majorité depuis deux ans.

Lorsque vous parlez de relance de la croissance et de l'activité, nous pensons au retour du pouvoir d'achat, tant attendu par les Français. Le prédécesseur d'Emmanuel Macron estimait que ce projet de loi devait permettre de restituer 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français. Qu'en est-il aujourd'hui ? Où sont ces 6 milliards ?

Si nous avons besoin d'obtenir ces réponses, c'est que l'heure est grave, trop grave pour continuer à présenter des petites réformes ou de simples mesurette sans vision d'avenir.

Le texte fourre-tout que vous nous présentez aujourd'hui ne fait que confirmer cette tendance, en évitant de poser les bonnes questions qui apporteraient pourtant des réponses concrètes à la baisse du pouvoir d'achat des Français. Comment retrouver le chemin de la croissance sans parler du temps de travail, par exemple ?

Comme vous, monsieur le Premier ministre, nous souhaitons avancer sur cette voie de la croissance et de l'activité, mais nous ne pouvons que constater que vous n'apportez pas les bonnes solutions, sauf à accepter de vous séparer d'une partie de votre majorité...

Pour sa part, le groupe UDI saura adopter une démarche constructive pour faire des propositions qui changeront le quotidien des Français. Monsieur le Premier ministre, lors l'examen de ce texte en janvier, vous ne pourrez plus vous défausser ! Pour libérer, comme vous dites, les énergies, il vous faudra choisir entre le dogmatisme socialiste ou l'intérêt supérieur du pays. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Monsieur le député, la défiance, la complexité, le manque d'investissements ne se régleront pas en un jour. Mais depuis le premier jour de ce quinquennat, la volonté du Président de la République a été de restaurer la confiance.

M. Yves Nicolin. Mais ça ne marche pas !

M. Emmanuel Macron, ministre . Après le pacte de responsabilité, le CICE, les mesures de simplification, les lois qui ont mis fin à certains monopoles comme la loi consommation...

M. Dominique Dord. Tout ça n'est pas sérieux !

M. Emmanuel Macron, ministrele projet de loi présenté ce matin consiste, compte tenu de l'urgence économique et de la situation du pays, à rouvrir des secteurs, à redonner des possibilités, à améliorer la transparence partout où c'est possible.

Très honnêtement, monsieur le député, je ne comprends pas le mauvais procès que vous me faites lorsque vous qualifiez ce texte de « fourre-tout ».

M. Yves Nicolin. Vous ne comprenez pas la France, c'est tout !

M. Emmanuel Macron, ministre . Étant donné l'urgence, nous refusons justement la posture, « l'idée magique », pour aborder tous les leviers qui pourraient avoir un impact concret.

Il est faux de dire que revenir sur les 35 heures réglerait le problème de la France, et vous le savez bien !
(*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. Gérard Sebaoun. Tout à fait.

M. Emmanuel Macron, ministre . Une mission d'information a été conduite, des travaux ont été menés. La flexibilité existe déjà sur le terrain.

La réalité de la France, aujourd'hui, n'est pas celle-ci. Des mesures de simplifications sont nécessaires, le dialogue social doit être amplifié : c'est le sens de cette loi. Oui, il est vrai que, dans tous ces secteurs, nous devons aller plus loin, ouvrir encore, être concrets.

Monsieur le député, je vous appelle donc à être concret, à faire preuve de bonne volonté, à rejoindre la volonté du Gouvernement. Pour que les Français vivent mieux demain et que la croissance reprenne, apportez des idées concrètes, des idées de progrès, d'égalité, d'activité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Zumkeller](#)

Circonscription : Territoire de Belfort (2^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2412

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 décembre 2014](#)